Souveraineté La Solution inc.

Un projet de loi qui devrait être en vigueur et appliqué

Toutes les sociétés d'états financées et créées par les deniers du peuple et détenues encore aujourd'hui par celui-ci ne devraient pas appeler des soumissionnaires à l'extérieur du pays et avoir une close sur le contrat autorisant la sous-traitance à l'extérieur du pays ou à une des filiales à l'étranger.

Une dérogation à cette close, ceci aurait comme effet un bris de contrat qui aurait comme conséquence le retrait immédiat du contrat et une lourde amande de 10 à 50% de la valeur de celui-ci et une suspension de ne plus soumissionner sur trois ans sur des appels d'offres de même nature du gouvernement.

Il faut réaliser que des appels d'offres en dehors de nos frontières, ont pour effet d'empêcher les gens du pays qui obtenu le contrat de se doter d'une démocratie basée sur l'humain avec un salaire minimum égal dans tous les pays. Ceci c'est sans compter l'appauvrissement à long terme de l'état demandeur d'appels d'offres et la fermeture d'usines incapables de compétitionner avec des salaires aussi bas.

Tout laisse à croire que nos dirigeants d'entreprises appartenant au peuple justifient leurs salaires, leurs bonis au rendement par des profits effectués sur des contrats réalisés par des étrangers qui gagnent un revenu bien inférieur à notre salaire minimum et qui travaillent régulièrement un nombre supérieur à notre semaine de 40 heures. Le tout correspond à de l'exploitation humaine;.

Voici ce que Souveraineté La Solution inc. écrivait en novembre 2004

Pour un vrai partage mondial
Depuis quelque temps, on entend parler de délocalisation des emplois vers d'autres pays, tels la Chine, et certains autres pays d'Asie. Ce qui veut dire en clair que plusieurs de nos amis, parents et connaissances se retrouveront sous peu sans emplois parce que les dirigeants de leur compagnie envoient la production ailleurs. Pourquoi? C'est tout simple, ça leur coûte moins cher!! Hé oui, même en comptant le prix qu'il leur en coûte pour exporter la matière première vers l'Asie et ramener le produit fini de l'Asie jusqu'ici , ça leur coûte moins cher que de payer les employés québécois, car nos salaires sont justes, ce qui n'est pas le cas dans plusieurs pays du monde.

Alors, afin d'éviter que la population de pays du tiers-monde ou de pays encore sous le joug d'un mauvais communisme ne se fassent exploiter et que nos travailleurs gardent leur emploi, il faut penser à faire accepter par l'ONU la mise en place d'un SALAIRE MINIMUM MONDIAL.

Entre vous et moi, je suis tout à fait pour cette idée, cependant je vous direz que ce sera un long combat de têtes pensantes avant qu'on en vienne à un consensus sur cette question. Pourtant, ce serait si simple d'établir maintenant que le salaire minimum soit de 8$ l'heure partout dans le monde à partir de demain matin et que tous ceux qui ne se soumettront pas à cette loi seront passibles de sanctions internationales. Cependant, le nerf de cette guerre mondialiste est l'argent, comme toujours. Ceux qui font de l'argent sur le dos des travailleurs sous payés vous diront que ce qui risque d'arriver si vous demandez un salaire minimum mondial ce sera un nivellement mondial par le bas, c'est à dire une diminution des salaires minimum trop élevés des pays industrialisés. Croyez-moi, même si je serais très surpris que les travailleurs acceptent une telle chose et que les gouvernements osent voter pour une telle diminution, ÇA FAIT PEUR.

En conclusion, je crois que ce n'est qu'en s'unissant et en élevant nos voix ensemble pour une équité mondiale que nous pourrons faire bouger les choses, et enfin avoir un LIBRE échange des biens et services.